

Le ministre doit mesurer l'ampleur de l'épidémie dans les écoles

Il y a trois jours, le ministre affirmait encore qu'il n'y avait « *pas d'explosion de la contagion dans les écoles* », malgré des remontées locales qui disaient tout le contraire. Ce matin, sur RTL il annonçait même que "la contamination était limitée".

Or tous les voyants sont au rouge, comme le confirment les données publiées aujourd'hui par le ministère dans son point de situation hebdomadaire. Avec 10 003 cas de covid confirmés pour les élèves et 1 586 cas pour les personnels, soit des hausses de près de 30% et 40% par rapport à la semaine dernière, la situation épidémique retrouve son niveau du mois de novembre, au cours duquel le plus grand nombre de contaminations avait été enregistré. De plus, ces données restent bien en deçà, quasiment la moitié, des chiffres de contaminations publiés par Santé Publique France, notamment pour les enfants. La situation est donc inquiétante alors même que le variant anglais reste encore très minoritaire.

La circulation active de l'épidémie dans les écoles a aujourd'hui des conséquences directes pour toutes celles et ceux, élèves comme personnels, qui travaillent dans les écoles. Les fermetures de classes et d'écoles se multiplient, leur fonctionnement est perturbé, la réorganisation des services de cantine et d'accueil bousculent le quotidien des élèves, les activités collectives sont devenues de véritables casse-tête, l'absentéisme augmente... Ces conditions ne permettent pas aux familles et aux personnels de se sentir pleinement protégés.

Le SNUipp-FSU est attaché au maintien de l'ouverture des écoles, seul à même de ne pas creuser davantage les inégalités scolaires, de permettre aux élèves de poursuivre les apprentissages collectifs et de maintenir un lien entre eux. Mais cela ne peut être rendu possible que si la sécurité dans les établissements scolaires est garantie au quotidien.

En tirant la sonnette d'alarme par un courrier au ministre des Solidarités et de la Santé, le SNUipp-FSU attend l'engagement des pouvoirs publics dans une autre stratégie pour le milieu scolaire, sans risques pour celles et ceux qui le fréquentent. Cela passe par un accès prioritaire à la vaccination pour les personnels de l'Éducation nationale qui le souhaitent, une campagne massive de tests PCR et salivaires dans les écoles dès que possible pour isoler rapidement les cas positifs et enrayer les chaînes de contamination, un équipement en masques chirurgicaux à usage unique pour les personnels et les élèves, des consignes d'isolement des cas

contacts plus strictes et une harmonisation nationale des fermetures d'écoles en cas de clusters qui se multiplient sur tout le territoire.

La santé des élèves et des personnels de l'Éducation nationale est un enjeu fort car elle concerne des millions de personnes susceptibles, si rien n'est engagé pour l'éviter, de propager très rapidement le virus à l'ensemble de la société.

Et comme les plus de 100 000 élèves contaminés depuis le mois de septembre ne suffisent pas à faire entendre raison au ministre de l'Éducation nationale, le SNUipp-FSU est bien décidé à en faire un enjeu de santé publique. Une première étape en est la grève du 26 janvier.

Paris, le 22 janvier 2021